

"Moins de 30 % des étudiants diplômés de licence en 3 ans, c'est vraiment préoccupant !" (C. Lison, présidente AIPU)

7-8 minutes

"Accueillir des jeunes dans des parcours quasiment gratuits et sans sélection pour avoir au final un si faible taux de réussite, c'est un gros enjeu en particulier en termes de finances publiques engagées", estime Christelle Lison, professeure en éducation à l'université de Sherbrooke et présidente de l'AIPU international (Association internationale de pédagogie universitaire) depuis octobre 2018. En matière de réussite étudiante, "la France a commencé plus tardivement que nombre d'autres pays, mais il faut reconnaître que depuis quelques années, il y a eu une réelle prise de conscience". Si l'individualisation des cursus en licence comporte nombre de points positifs, le risque, c'est que les étudiants viennent "picorer" dans les cours sans au final construire de compétences, analyse-t-elle. Christelle Lison revient aussi sur les chantiers de l'AIPU.



Christelle Lison, présidente de l'AIPU international DR

AEF info : Quels sont les grands chantiers de l'AIPU international, dont vous avez été élue présidente en octobre 2018 ?

Christelle Lison : Nous avons lancé deux groupes de travail. Le groupe "perspectives" vise à analyser les transformations de l'enseignement supérieur francophone et ses répercussions sur le fonctionnement de l'AIPU. Jusqu'alors, nous fonctionnions sur du bénévolat, notamment pour organiser des colloques à moindres coûts. Mais il semble que nous soyons arrivés au bout de ce modèle, alors que la demande pour une diversité d'activités augmente. De même, on observe une augmentation du nombre d'articles disponibles gratuitement autour des sciences de l'éducation dans Ripes, la revue gratuite en ligne de l'AIPU. Maintenir la qualité alors que la demande augmente nécessite des moyens.

Un autre groupe de travail porte sur les "liens Nord-Sud" avec en particulier l'idée d'aider à faire financer des bourses de jeunes chercheurs, pour sortir du seul mouvement du "Nord vers le Sud", et aller vers une logique de partenariat donnant aussi des opportunités de se déplacer du "Sud vers le Nord". Par ailleurs,

nous préparons notre prochain colloque à l'université Laval en 2020 auquel nous aimerions associer les Cégep (collèges d'enseignement général et professionnel).

"En Amérique du Nord, cela n'aurait aucun sens"

AEF info : Comment voyez-vous la réussite en licence en France ?

Christelle Lison : Moins de 30 % des étudiants diplômés de licence en 3 ans, c'est vraiment préoccupant ! Accueillir des jeunes dans des parcours quasiment gratuits et sans sélection pour avoir au final un si faible taux de réussite, c'est un gros enjeu en particulier en termes de finances publiques engagées. Vu de loin, c'est un peu comme si l'on payait les étudiants pour venir s'asseoir sur les bancs de l'université mais sans leur offrir de réelles chances de réussite... En Amérique du Nord, cela n'aurait aucun sens.

Si la réussite étudiante est depuis longtemps une préoccupation des pouvoirs publics, avec le "plan réussite en licence" par exemple, le moyen de développer cette réussite n'a toujours pas été trouvé. Mais j'observe une réelle prise de conscience. La France a commencé plus tardivement que nombre d'autres pays, mais il faut reconnaître que depuis quelques années, il y a eu une réelle prise de conscience du besoin de transformation. La France s'est dotée de moyens très importants et récurrents via le PIA, avec un accompagnement pertinent et balisé du changement

"Il faut mieux faire sortir les étudiants de cette espèce de 'pensée magique' selon laquelle la stratégie d'apprentissage serait la même dans le secondaire et le supérieur"

AEF info : Que pensez-vous des parcours "Oui si" et de l'individualisation des cursus en licence en France ?

Christelle Lison : Ces dispositifs permettent de détecter des étudiants qui ne sont pas en mesure d'atteindre les finalités de certaines formations et leur offrent un espace de transition pour reprendre confiance, c'est intelligent. Cela amènera aussi à travailler sur la transition entre le secondaire et l'enseignement supérieur, alors que beaucoup d'étudiants qui arrivent dans l'enseignement supérieur n'ont qu'une vision limitée des finalités de la formation. Il faut mieux les outiller et les faire sortir de cette espèce de "pensée magique" selon laquelle la stratégie

d'apprentissage serait la même dans le secondaire et le supérieur.

L'individualisation des cursus en licence revient à sortir du carcan : en combien de temps faudrait-il valider tel ou tel cursus ? Mais le risque, c'est un possible effet "cafétéria". Attention à ce que les étudiants ne viennent pas "picorer" dans les cours sans au final construire de compétences et sans pouvoir intéresser des employeurs à la sortie de leurs études. Individualiser les cursus n'est pertinent que dans une logique de construction de compétences. L'un est le corollaire de l'autre. Et aller jusqu'au bout de cette logique implique d'organiser l'enseignement autour d'un projet global et partagé de formation, c'est en partie l'approche programme.

"Développer des indicateurs de réussite est essentiel pour passer à une approche par compétences"

AEF info : L'approche programme se développe-t-elle en France ?

Christelle Lison : Bon nombre de NCU retiennent l'approche par compétences. Au-delà des différences liées aux contextes locaux, le point commun, c'est de converger vers une vision commune des intervenants du diplôme et, partant de là, de s'entendre autour de méthodes pédagogiques et de traduire cela en blocs de compétences. C'est plus attractif qu'une liste de cours, mais cela implique parfois de grands moments de solitude pour les enseignants-chercheurs, qui peuvent se dire "mais mon cours ne sert à rien !". Bien sûr, le rôle de l'enseignant évolue : il n'est pas un simple distributeur de savoir, mais la personne qui va organiser la réflexion. L'approche programme permet donc de repenser le sens de la présence enseignante.

Développer des indicateurs de réussite est essentiel pour passer à une approche par compétences. À partir de quel moment peut-on dire : tel étudiant a acquis tel niveau de compétences ? Les compétences ne sont pas observables directement, elles doivent être traduites en actes, en gestes. L'évaluation passe par un contexte, d'où l'importance des stages, des portfolios, afin de penser les indicateurs observables des compétences développées.